

Le gouvernement distribue les premiers crédits pour les transports de demain

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / LA RÉDACTION AVEC AFP

20 décembre 2023



La fin de l'année coïncide avec une distribution de crédits conséquents pour les transports régionaux, présentée par le gouvernement comme une première traduction du plan à 100 milliards d'euros pour le ferroviaire, que certains élus peinent toujours à discerner.

Depuis la mi-novembre, le ministre délégué aux Transports Clément Beaune sillonne le territoire pour signer les volets mobilité des contrats de plan État-région (CPER).

Ces contrats, qui portent sur la période 2023-2027, doivent permettre de financer des projets structurants de transport collectif, des routes ou bien

encore des infrastructures destinées au vélo.

Le 15 décembre, le ministre délégué aux Transports signait un plan de « 1,4 milliard d'euros à parité entre l'État et la Région Grand Est. 2,120 milliards d'euros d'engagements de la part de tous les partenaires et maîtres d'ouvrage. Et qui s'ajoutent à d'autres crédits sur les grands projets, les opérations de modernisation du réseau routier national, le fret structurant, les pistes cyclables hors véloroutes ».

Le dernier CPER en date, signé mercredi 20 décembre avec la région Ile-de-France, est plus important. Il prévoit 8,4 milliards d'euros d'investissements sur quatre ans, dont 3 milliards abondés par l'État. Le président de région Valérie Pécresse a reconnu "un engagement certain" de l'État, même si elle attendait plutôt 4 milliards d'euros.

Parmi les projets d'ampleur, 1,8 milliard d'euros serviront à moderniser le RER et le Transilien - notamment l'automatisation des RER B et D - et 1,7 milliard au prolongement du RER E à l'ouest de Paris.

Le ministère des Transports insiste : les montants alloués dans le cadre de ces CPER dépassent de 50% ceux de la génération précédente et seront à 70% dédiés aux transports collectifs, tandis que les crédits routiers ont diminué de moitié.

Priorité aux transports collectifs

Avec l'Ile-de-France, six régions sur 13 auront signé un accord, pour un montant total de 12,9 milliards d'euros de crédits partagés entre l'État, les régions et les collectivités locales.

Ces subsides font partie des "premières briques" du "plan d'avenir pour

les transports”, a déclaré le ministre délégué aux Transports Clément Beaune, lors d’une rencontre avec des journalistes fin octobre.

Plus que les 100 milliards d’euros d’investissement d’ici 2040, le ministre se concentre sur “les 25 à 30 milliards d’euros” d’ici la fin du quinquennat.

“Honnêtement, nous avons eu un CPER négocié au maximum de ce que l’État pouvait faire”, a reconnu auprès de l’AFP Christophe Coulon, vice-président chargé des mobilités à la région Hauts-de-France.

L’État a promis à sa région près de 700 millions d’euros d’investissements, pour un total de 2 milliards si l’on ajoute les contributions de la Région, des départements et des métropoles de Lille et Amiens.

Malgré cela, *“on court après l’urgence”,* déplore l’élu. *“On est dans des investissements de survie, pas de maintenance régulière”* d’un réseau ferroviaire ancien et défaillant, insiste-t-il.

La priorité du gouvernement donnée aux transports collectifs, et au ferroviaire en particulier, est malgré tout saluée par certains élus comme Roch Brancour, vice-président transports et mobilité au conseil régional des Pays de la Loire.

“Il y a une priorité très clairement mise sur le ferroviaire, donc ça c’est une bonne chose. On estime que l’État est au rendez-vous”, affirme Monsieur Brancour, qui préfère voir le verre à moitié plein.

Loin du compte

Grâce aux crédits débloqués, sa région va pouvoir rouvrir une ligne

jusqu'ici fermée entre Cholet et Les Herbiers et permettre une desserte ferroviaire du parc d'attractions du Puy du Fou.

Mais en Occitanie, l'une des sept régions à n'avoir toujours pas signé son CPER, *"nous sommes encore en attente de réponses du gouvernement"*, affirme Jean-Luc Gibelin, le vice-président mobilités.

"Nous souhaitons un engagement de haut niveau sur le ferroviaire parce qu'il y a besoin sur des infrastructures qui sont très vieillissantes", constate-t-il.

"Nous avons besoin d'engagements sur les services express régionaux métropolitains à Toulouse, Montpellier mais aussi sur le grand Avignon - avec la région Paca - et sur un projet qui est le Tarbes-Lourdes-Pau - avec la région Nouvelle-Aquitaine", détaille-t-il.

À ce stade, *"les sommes annoncées sont du niveau des pré-études, on est vraiment sur des choses symboliques"*, déplore M. Gibelin. *"Il y a eu un début d'effort qui est réel, mais là aujourd'hui, il n'y aura pas les 100 milliards de plus. Nous sommes très, très loin du compte"*, souligne l'élu.